

taient plus aussi bonnes et il attribuait cet état de choses à la politique anglaise du libre-échange. Mais telle n'était pas la raison, car les pays protectionnistes s'étaient beaucoup plus ressentis de la crise commerciale que l'Angleterre et leur abandon des échanges commerciaux entre eux privait l'Angleterre de plusieurs millions de livres sterling parce qu'elle ne pouvait plus transporter les marchandises qu'ils échangeaient, et ne pouvait plus financer ni assurer les cargaisons.

Pendant que j'étais en Angleterre, j'ai eu le grand privilège d'aller à la Chambre des Lords et d'entendre feu le vicomte Snowden prendre la parole au cours de la discussion du bill du tarif douanier. Le compte rendu de son discours se trouve consigné aux *Débats* de la Chambre des Lords du 8 septembre 1931 au 24 mars 1932; on peut les trouver à la bibliothèque et je recommande la lecture de ce discours à tous les membres de la Chambre. Il est regrettable que les honorables députés n'aient pas pu l'entendre prononcer ce discours. C'était un homme de petite taille et infirme; quand il a pris la parole, il a dû s'aider de deux cannes pour se rendre au pupitre du greffier, au centre de la salle, et s'y appuyer des deux mains. Il prononça alors l'un des plus beaux discours que j'aie jamais entendu. Personne ne l'a interrompu. Il m'arriva de dire à un député britannique qui se tenait debout près de moi à la barre de la Chambre que je n'avais entendu personne interrompre le vicomte Snowden. Il me répondit que "l'on s'abtient généralement de Jéranger un rucher", et j'imagine que c'était bien là en effet la raison. C'était un grand orateur. Il possédait tous les faits et les chiffres—ils sont consignés dans le compte rendu—qui démontrent absolument la valeur du libre-échange en ce qui concerne la Grande-Bretagne.

Or le Canada a un intérêt vital dans le commerce, et cet intérêt après la guerre sera plus grand que jamais. Au cours de la guerre, nous avons augmenté notre production agricole de plus de 50 p. 100; nous avons aussi développé nos industries forestière et minière, nos pêcheries et nos manufactures à tel point qu'il nous faudra des marchés étrangers pour les maintenir. En fait nous porterons un très grand intérêt à toute conférence qui se tiendra afin que, durant la courte période de l'après-guerre où les autres pays s'occuperont du rétablissement, nous puissions prendre des mesures, même en accordant des crédits au besoin, pour accroître notre commerce, maintenir notre grande production et continuer à fournir à la population les salaires qui en sont le fruit. A ce point de vue, nous ne pouvons pas être représentés par d'autres parties du Commonwealth des nations britanniques, car à la fin

[M. Ross (Moose-Jaw).]

de la guerre nous ne verrons pas du même œil ce qui se rapporte au commerce. Prenons par exemple l'Australie, un des pays que l'honorable député de Vancouver-Est (M. McInnis) et moi avons eu l'occasion de visiter l'été dernier. Je crains que l'Australie n'impose des tarifs douaniers au lieu de les abolir à la fin de la guerre. Dans chaque pays il y a des intérêts spéciaux qui désirent toujours l'existence de tarifs et tâchent de trouver de bonnes excuses pour les faire imposer. Durant mon séjour là-bas, j'ai entendu certains industriels déclarer par exemple: "Nous n'étions pas prêts à combattre le Japon. Il nous a fallu pour cela établir certaines industries. Aussi, pour pouvoir faire une autre guerre, s'il y a jamais lieu, il nous faudra développer l'industrie du pays au moyen de la protection". C'est une histoire que l'on entend dans plusieurs pays depuis des années. Au Canada nous avons constaté au cours de la guerre que l'abaissement de nos tarifs était, plus que leur hausse, favorable à notre production de guerre. Nous avons constaté que nous avions avantage à permettre la libre circulation de divers produits des deux côtés de la frontière canado-américaine, ce qui rendait la production des deux pays plus considérable et plus économique.

Le Canada doit envoyer une délégation à San-Francisco. Comme le disait, il y a quelques instants, l'honorable député de Swift-Current (M. Graham), notre pays est des plus fortunés d'avoir le premier ministre actuel à la tête de cette délégation. Depuis plusieurs années, et longtemps avant l'élection du titulaire actuel au poste de président des Etats-Unis, le premier ministre était son ami intime, et cette amitié a permis au Canada et aux Etats-Unis, au premier ministre et au Président, de conférer maintes fois ensemble au cours de la guerre et même auparavant, et d'élaborer des projets très avantageux pour les deux pays.

A cette conférence de San-Francisco, nous devons envoyer des hommes de tous les partis, soit, mais tous doivent être des hommes de bonne volonté et disposés à conférer avec les représentants d'autres nations et, dans l'examen des problèmes, à se placer au point de vue des avantages de toutes les nations et non seulement à celui de ce que nous nous représentons comme nos propres petits besoins.

Nous sommes devenus pendant la guerre une grande nation. Nous nous sommes placés à la tête des nations secondaires et nous devons être prêts et disposés à jouer le rôle qui nous revient à la conférence. En temps et lieu le premier ministre, j'en suis convaincu, fera le choix des hommes qui doivent faire partie de la délégation avec lui et le rôle que